

## Contre ce gouvernement au service du Medef, Une seule voie, celle de la lutte!

**L**a gauche doit faire des réformes difficiles que même la droite n'a pas eu le courage de faire » c'est ce qu'affirmait l'entourage du Premier ministre en pleine grève des cheminot-e-s. De fait, il y a eu la contre-réforme des retraites, la loi de « sécurisation de l'emploi » entérinant l'ANI, le pacte de responsabilité et ses cadeaux au patronat. Aujourd'hui la « réforme ferroviaire » prépare la privatisation des activités rentables de la SNCF et menace d'aggraver les conditions de travail des cheminot-e-s. Quant à l'accord Unedic du 22 mars signé entre le patronat et trois syndicats (CFDT, CFTC, FO), agréé par le gouvernement le 26 juin dernier, il durcit les conditions d'indemnisation de plusieurs catégories de chômeurs, aggrave les conditions de précarité en particulier celles des intermittents. Et Valls cède toujours plus au patronat, comme sur la pénibilité.

Ce gouvernement, au service du Medef, est un gouvernement de combat contre le monde du travail. Les travailleurs et travailleuses de PSA, de Sanofi, de Florange, de Seita etc., en butte aux licenciements, ont vite compris qu'il n'était pas de leur côté ; les intermittent-e-s et les cheminot-e-s également, dont, de plus, la grève a été traitée d'« inutile » et d'« irresponsable ». S'il peut compter sur l'aide effective d'un syndicat comme la CFDT dont la direction n'hésite plus à cogérer le système capitaliste et à dénoncer les grèves, le gouvernement Hollande bénéficie également, de façon moins visible, du soutien de la direction de la CGT, même si cette dernière doit compter avec une base plus radicale. Il peut aussi s'appuyer sur la direction du Front de Gauche : ainsi les amendements Chassaigne – qui ne modifient en rien la réforme ferroviaire – sont tombés à point nommé pour le gouvernement, comme arguments supplémentaires



pour que stoppe la grève. Le Paon, secrétaire général de la CGT, a apporté sa contribution en faveur de la reprise du travail en qualifiant ces amendements de positifs, parlant d'un « tournant » dans le mouvement. Et la direction de Sud Rail a suivi.

Les cheminot-e-s ont repris mais, malgré les tentatives d'enfumage de Valls, les intermittent-e-s continuent, avec notre totale solidarité. Les uns et les autres montrent la voie, celle du combat prolongé et organisé à partir des assemblées générales, celle de la convergence des luttes, qu'ils ont tentée, sans y parvenir, à partir d'initiatives communes entre elles et eux, mais aussi avec les postier-e-s, les précaires, les intérimaires. Tant il est évident qu'on ne pourra pas gagner sans coordination des luttes... ce que craignait Hollande et ce que n'ont pas voulu les directions syndicales.

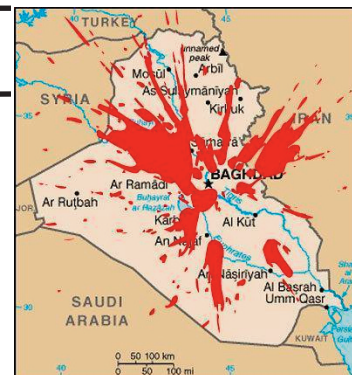
**La seule garantie pour que se développent les luttes est de prendre nos affaires en main. Il faudra s'en souvenir dans les mobilisations présentes et à venir. Salarié-e-s du public et du privé, chômeurs, chômeuses et précaires, nous subissons les mêmes attaques et avons les mêmes revendications centrales. A nous de préparer un vrai «Tous et Toutes Ensemble» !**

### SOMMAIRE

- page 1 : Une seule voie, la lutte!
- page 2 : Irak, la responsabilité de l'impérialisme
- pages 3&4 : Des cheminots témoignent
- pages 5&6 : Ça bouge...contre la Poste
- page 7 : Libérez Ibon fernandez Iradi!
- page 8 : A lire pendant les vacances



# IRAK : la responsabilité écrasante de l'impérialisme



é  
d  
i  
t  
a

**E**n 2003 l'impérialisme américain décidait d'intervenir en Irak pour renverser le régime dictatorial et sanguinaire de Saddam Hussein. La dite intervention était supposée apporter à l'Irak, et plus généralement aux pays de la région, la paix, le progrès et la démocratie.

Onze ans plus tard, le bilan est on ne peut plus clair:

- \* le pays est à feu et à sang,
- \* l'intervention américaine puis la guerre civile qui a suivi ont fait des centaines de milliers de victimes,
- \* l'Etat irakien est en passe de se désintégrer, tiraillé entre Sunnites, Chiites et Kurdes, une désintégration qui pourrait à terme entraîner dans son sillage celle de la Syrie et peut-être même du Liban.

Au régime vaguement laïc incarné par le parti Baa'th de Hussein, qui s'appuyait essentiellement sur la minorité sunnite, a succédé un régime tout aussi corrompu mais ouvertement religieux incarné par le premier ministre Nouri El-Maliki qui lui trouve son soutien principal auprès du clergé et des dignitaires chiites.

Quant à la population irakienne - toutes ethnies et

toutes religions confondues - elle vit un véritable cauchemar depuis des décennies, l'arbitraire de Hussein ayant été remplacé par celui des chefs de tribus de différentes obédiences.

Et si aujourd'hui les Etats-Unis, la Turquie, l'Arabie Saoudite et le Qatar poussent des cris d'orfraies face à l'offensive militaire des djihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant, il ne faut pas oublier que la plupart des armes qu'utilisent ces fous de Dieu leur ont été fournies par leurs frères syriens qui les avaient reçues de ces mêmes pays pour combattre le président Bachar el Assad.

Un scénario qui n'est pas sans rappeler celui qui s'était déroulé en Afghanistan. Là Washington avait armé les talibans pour qu'ils s'opposent à l'armée soviétique. Mais une fois cette dernière partie les talibans avaient utilisé ces armes contre les Américains et leurs alliés locaux.

En fait l'impérialisme américain, dans le but de garder un certain contrôle sur une des régions pétrolières les plus riches du monde, a toujours joué sur les divisions ethniques, culturelles ou religieuses des populations. Mais on en est arrivé à un point où aujourd'hui personne ne peut plus contrôler grand chose. Et on parle d'un possible retournement d'alliances où les Etats-Unis feraient finalement front commun avec l'Iran des Mollahs et la Syrie alaouite de Bachar el Assad - que feu le président américain Bush qualifiait "d'états voyous" - pour tenter d'enrayer la progression des djihadistes sunnites... jusqu'à la prochaine volte face.

Mais, dans cette affaire, les grands perdants sont les peuples du Moyen Orient que l'on n'a cessé de monter les uns contre les autres pour le seul profit des puissances impérialistes secondées par des classes politiques locales incapables, corrompues et souvent obscurantistes.



# Contre la réforme de la SNCF

## La lutte exemplaire des cheminot-e-s

*Pour la sauvegarde du service public des voyageurs et du fret*



### Entretien avec Jérôme Teillary et Sébastien Quessette, cheminots à Hendaye

**Résistances :** *Votre mouvement, avec celui des intermittent-e-s contre la réforme du régime des allocations chômage, est le premier affrontement d'ampleur du monde du travail face à ce gouvernement. Il a duré 14 jours au Pays Basque. Pouvez-vous nous expliquer ce qui l'a motivé ?*

**Jérôme et Sébastien :** L'ampleur du mouvement a été la réponse adéquate à l'ampleur de l'attaque. Le gouvernement sous couvert de ses obligations européennes tente de nous imposer une vision libérale du transport ferroviaire.

Une réforme du ferroviaire était nécessaire de l'avis de tous, y compris des cheminots et de la CGT. Par contre la réforme proposée par le gouvernement ne répond en aucun cas aux besoins des usager-e-s et des transporteurs. Le projet de loi prévoit l'éclatement de l'entreprise SNCF en 3 entités alors même qu'il se targue de la réunir. De plus il n'apporte aucune réponse quant aux conséquences de la dette (44 milliards d'euros générant 1,7 milliards d'euros d'intérêts par an), ni aux dysfonctionnements vécus quotidiennement par les usager-e-s et les cheminot-e-s.

La CGT avait un projet de réforme ferroviaire alternatif en adéquation avec la législation européenne où le service public était au centre de la réflexion. Malheureusement, ce gouvernement dit de « gauche » prête une oreille plus attentive à la Finance qu'aux salariés en lutte.

**R :** *Le mouvement a-t-il été très suivi au Pays Basque ? Comment a fonctionné l'intersyndicale ? Comment se passaient les assemblées générales ?*

**J&S :** On peut dire que comme lors de chaque mouvement de grève, la participation au Pays Basque a été supérieure à la moyenne nationale. Dans ce mouvement, il n'y avait que deux syndicats en lutte, la CGT et Sud-Rail, les autres ayant préféré signer un blanc-seing au gouvernement social libéral lui permettant de faire passer cette réforme néfaste.

Sur nos sites, l'intersyndicale avec SUD s'est très bien passée. On peut s'en féliciter et espérer que cela jette des fondations pour les luttes qui ne manqueront pas à l'avenir.

Avant chaque assemblée générale journalière, les syndiqué-e-s se réunissaient pour décider à bulletin secret de la position portée par le syndicat CGT localement. Les AG étaient ensuite ouvertes à tous les cheminot-e-s et se déroulaient en présence des usager-e-s dans les halls de gare. Les cheminot-e-s pouvaient s'exprimer librement avant de procéder au vote à bulletin secret pour décider de la suite du mouvement. Quelque fut la position locale du syndicat, l'AG restait souveraine quant à la poursuite ou non du mouvement.



**R :** *Quelles actions avez-vous menées pour populariser votre lutte ? Quels soutiens avez-vous reçus de la population ?*

**J&S :** Sur le plan médiatique, et malgré le lynchage et la désinformation à notre endroit des médias nationaux, nous avons localement essayé d'expliquer les raisons de la grève reconductible qui était l'aboutissement d'une démarche revendicative commencée il y a plus d'un an (grève d'une journée aux mois de juin et d'octobre 2013, manifestation de 22 000 cheminots à Paris le 22 mai 2014). Le gouvernement et la direction SNCF ont pris la responsabilité de choisir le calendrier parlementaire pendant les examens scolaires, leur permettant une fois de plus de dénigrer les grévistes

suite page 4

Localement, nous organisons chaque jour des initiatives publiques afin d'informer au mieux les usager-e-s. Nous avons par exemple organisé quotidiennement des rendez-vous avec les médias locaux, rencontré les parlementaires, manifesté et déposé des traverses symboliques montrant l'état des voies devant la sous-préfecture de Bayonne. Nous avons également organisé une opération péage gratuit sur l'autoroute avec distribution de tracts aux usagers. Ce symbole a été choisi car le parallèle peut être fait entre les autoroutes payées par les deniers publics et exploitées par VINCI et l'avenir du transport ferroviaire.

Lors des diverses manifestations publiques nous pouvons dire que nous avons reçu un accueil plutôt favorable de la population, nonobstant l'image caricaturale renvoyée par les médias nationaux



**R :** *Le gouvernement, soutenu par la CFDT, n'a pas répondu aux revendications. Il a juste accepté quelques amendements à la réforme lors des séances à l'Assemblée Nationale, et le projet est passé. Quelle votre analyse et celle des autres cheminot-e-s ?*

**J&S :** Les amendements passés avec la complicité de syndicats ouvertement réformistes ne sont que poudre aux yeux et n'éluent en rien le côté néfaste de cette réforme. Son scénario était écrit à l'avance avec dans les rôles titres le gouvernement et deux organisations syndicales, qui seront certainement remerciées en temps utile, pour lui donner la réplique.

Lorsque les effets dévastateurs de la réforme se feront sentir (accident ferroviaire, fermeture de ligne, casse du statut, abaissement des conditions sociales des cheminot-e-s), ces organisations syndicales devront en répondre auprès de leurs adhérents, des cheminot-e-s et de toute la population.



**R :** *Aujourd'hui vous avez repris le travail. Comment voyez-vous la suite alors que les attaques contre le monde du travail se développent et que les batailles continuent à la Poste, chez les intermittent-e-s... ? Comment faire pour inverser le rapport de forces et faire converger et coordonner les luttes pour un mouvement du tout-e-s ensemble contre ce gouvernement qui ne satisfait que les revendications du MEDEF ?*

**J&S :** Après un conflit tel que celui-là, l'amertume de celles et ceux qui ont lutté peut être grande, mais il ne faut pas tomber dans le piège du désespoir. Car même si les cheminot-e-s ont perdu une bataille, les salarié-e-s n'ont pas perdu la guerre. Cette lutte a également été porteuse d'espoir car nous nous sommes retrouvé-e-s sur des valeurs communes de solidarité où l'être humain reste au centre de la société et non pas le capital.

**Gageons que nous saurons toujours nous relever pour combattre et défendre les intérêts des salarié-e-s et un véritable service public.**



# A La Poste ça bouge... mais pas avec La Poste !

Entretien avec Nicolas Borrega postier en CDD à Iholdy en procès contre son employeur la Poste

*Des Hauts-de-Seine au Pays Basque en passant par la Corse et les Landes (à Peyrehorade) de nombreux mouvements de grève de postières et de postiers se sont développés, dont le plus important dure depuis plus de 4 mois dans le 92, avec comme revendications essentielles : l'embauche des précaires en CDI, contre les suppressions d'emploi et pour l'arrêt de la répression et des poursuites judiciaires.*

**Résistances :** Tu as intenté une procédure en référé auprès du Tribunal des Prud'hommes de Bayonne contre ton employeur La Poste pour une requalification de ton contrat en CDI. Peux-tu nous expliquer ce qui t'a amené à entamer cette action ?

**Nicolas :** Je tiens à préciser que je demande ma réintégration à La Poste car suite à plusieurs CDD depuis début 2013, j'ai travaillé sans contrat de travail entre le 2 février et le 19 mars 2014 lorsqu'un responsable est venu me notifier que je ne travaillais pas à la Poste et que je n'y travaillerai plus !



En janvier 2014, La Poste m'a demandé d'effectuer une nouvelle mission, mais elle a omis de me payer mon salaire. Malgré mes demandes auprès de toute ma hiérarchie, celle-ci n'a jamais voulu régler mes problèmes. Ensuite, j'ai travaillé 1 mois et demi sans contrat ! Là encore, je l'ai signalé à ma direction pendant toute cette période.



Plutôt que de m'écouter et régler la question, elle a fait la sourde oreille. Le 19 mars 2014, dans un premier temps, La Poste m'a interdit l'accès à mon site de travail puis elle s'est empressée d'aller porter plainte contre moi (pour fausse qualité, vol de véhicule et détournement de courrier)... Pour masquer les multiples fautes lourdes qu'ils ont commises ? Pour se débarrasser de moi ?

En plus de m'avoir mis dans une extrême précarité financière, La Poste, en allant en justice contre moi, a voulu me faire taire, m'anéantir mais aussi m'interdire de retrouver mon emploi !

Ce n'est que le 3 avril, lors de mon audition à la gendarmerie, que j'ai compris que La Poste avait fait un faux contrat de travail pour justifier mon licenciement.



Suite page 6

**R : Tu es soutenu dans ta lutte par le syndicat basque LAB. Quelles actions avez-vous menées pour dénoncer cette situation ? Quels soutiens as-tu reçus de la population, des autres organisations syndicales, des organisations politiques ?**

**N :** En effet, le syndicat LAB me soutient depuis le début. Nous avons commencé par mener plusieurs actions sur Saint-Palais. Mais c'est au moment du blocage devant le centre de tri de Mouguerre que l'action syndicale a commencé à réellement porter ses fruits!!!

Nous n'étions plus seuls ! Des collègues ont pris part au conflit. Mais, jusqu'à présent, rares ont été les personnes qui ont osé relever la tête pour se battre contre La Poste. Pourtant mon cas est loin d'être unique : la précarité, le non-paiement du travail effectué, le durcissement des conditions de travail touchent tous mes collègues !

**Voir une entreprise qui a une mission de service public traiter ses employé-e-s comme des moins que rien, comme des « jetables », est inacceptable.**

Le syndicat s'est également manifesté devant La Poste de Bayonne : un sit-in de 4 jours nous a permis de récolter près de 800 signatures de la population et de nombreux collègues. Cela a aussi abouti à obtenir le soutien officiel de la CGT-Bayonne-Mouguerre et de SUD dans le conflit par le biais de tract-pétition et de communiqués de presse, Olivier Besancenot nous a contacté-e-s et nous a apporté son soutien. Le syndicat a aussi interpellé plusieurs politiques qui ont assuré qu'ils dénonceraient cette situation : le gouvernement parle de pacte de responsabilité, La Poste licencie... cherchez l'erreur !

**R : Quelle décision a découlé de l'audience du 16 juin ? Aujourd'hui quelle est ta situation, comment vas-tu continuer le combat ? Quel message souhaites-tu faire passer à toutes celles et tous ceux qui sont dans ton cas ? Celles et ceux qui luttent pour leur emploi ?**

Le 16 juin et malgré les preuves, le juge départiteur du tribunal des Prud'hommes s'est déclaré incompétent à statuer en référé et à renvoyer mon dossier sur le fond. Pour moi et le syndicat, la lutte continue. Il n'y a pas si longtemps, je pensais encore qu'on ne pouvait rien changer à tous ces maux qui nous rongent, qu'à notre niveau, toute action était vaine, que le monde est pourri, nos politiques y compris. Mon message ne va pas directement à ceux qui luttent car eux, ils ont tout compris !



Je souhaiterais m'adresser aux autres. Moi, avant, j'étais un « révolté discret ». Je tapais du point sur mon canapé devant ma télé à l'écoute de nos dirigeants politiques spécialistes de l'inaction, des actionnaires du CAC 40, des patrons qui, chaque jour, s'évertuent à nous dénigrer, nous dévaloriser, nous diviser pour mieux nous contrôler et contrôler nos vies ! Je m'indigne devant ces dictateurs en cols blancs qui pensent à tort qu'ils ont déjà gagné !

Lorsque La Poste m'a jeté dehors et a porté plainte contre moi deux solutions s'offraient à moi : ne rien dire, ne rien faire, acquiescer ou bien me révolter. Qu'est-ce que j'ai à perdre ? Mon toit ? Mon entourage ? Je n'ai pas grand-chose.

Quand je travaille, mon salaire me permet juste de garder la tête hors de l'eau. Donc pour le moment, mon toit est entre les mains de mon patron, de la justice et des politiques. L'entourage, c'est comme tout, ça va ça vient, seuls la famille et les vrais amis restent.

Qu'est-ce que j'ai à gagner ? Rien de chiffable, rien de palpable mais mon travail et surtout une force que j'avais tendance à sous-estimer, ma fierté et mon honneur.

Au final, qu'est-ce que j'ai ? Rien. Qu'est-ce que je veux donner à mes enfants ? Le meilleur bien sûr ! Par conséquent, je veux et je dois me comporter en bon père de famille et je dois assurer à mes enfants un avenir, leur avenir, un travail avec des conditions de vie digne.

Quoi faire pour y arriver ? Le rassemblement et la lutte sont une évidence ! J'ai commencé mon combat seul, j'ai très vite reçu le soutien du syndicat LAB, nous avons lutté et reçu le soutien d'autres syndicats et collègues. Nous avons continué la lutte et reçu le soutien des médias et de la population.

**J'ai perdu des ami-e-s/collègues, individualistes souvent, mais j'ai gagné le soutien de personnes inconnues et c'est bien le plus beau ! Alors je te dis à toi qui hésites ou n'oses pas, nous sommes là, te tendons la main pour construire notre avenir !**

## Prisonnier-e-s et exilé-e-s basques : Ibon Fernandez Iradi doit être libéré!

La campagne pour le respect des droits des prisonnier-e-s politiques basques (presos) se développe des deux côtés de la frontière. L'association des familles de presos et d'exilé-e-s politiques basques "Ettxerat" souligne que depuis 2011 la situation s'est encore durcie pour les détenu-e-s gravement malades : 13 des 14 demandes de placement en régime atténué pour maladies graves ont été refusées (et la seule acceptée a été annulée par la suite), alors que, les années précédentes, les 12 demandes faites avaient été acceptées.

### 8 000 dans les rues de Bayonne

La manifestation du 14 juin a été un succès pour les 23 organisations du collectif « Nierebanoa » (« Moi aussi j'y vais ») qui conviaient à descendre massivement dans la rue pour soutenir les revendications des deux collectifs de prisonnier-

e-s et d'exilé-e-s politiques basques. Il s'agissait notamment d'appeler les Etats espagnol et français – particulièrement l'Etat français puisque la manifestation avait lieu sur son territoire - à abandonner la voie répressive et à s'engager dans la résolution du conflit. Des centaines d'élue-s de tous bords, des syndicalistes de différentes organisations, des mouve-

ments de jeunesse (abertzale, socialiste, communiste) appelaient à cette manifestation.

En particulier était demandée la libération immédiate des prisonnier-e-s gravement malades - actuellement au nombre de treize - avec pour cas emblématique celui d'Ibon Fernandez Iradi. Incarcéré depuis douze ans, Ibon, atteint d'une sclérose en plaques, est actuellement emprisonné à Lannemezan, dans les Hautes Pyrénées. L'exigence de la libération d'Ibon était d'autant plus d'actualité que, dans la semaine suivant la manifestation, la justice française devait décider de la suspen-



sion de peines demandée par Ibon en application de la loi dite loi Kouchner du 4 mars 2002.

**Ibon obtient la suspension de peine... mais reste en prison !**

Le procureur de la République s'était formellement opposé à cette demande... alors que les deux médecins experts avaient conclu à l'incompatibilité de l'état de

santé d'Ibon avec un maintien en détention. Le 20 juin, le Tribunal des peines a rendu un jugement contradictoire.

D'une part il ordonne la suspension de peines, reconnaît donc la gravité de l'état de santé d'Ibon et la nécessité qu'il soit placé en liberté. Mais d'autre part il subordonne cette suspension à deux conditions : doit être levée l'interdiction définitive du territoire français dont Ibon est victime et il devra résider dans un département autre que les Pyrénées Atlantiques. La première des deux condi-

tions signifie qu'Ibon reste incarcéré. En effet le relèvement de l'interdiction de séjour dépend de la Cour d'Appel de Paris, suppose l'introduction d'une requête qui ne sera pas examinée avant de très nombreux mois, dont on ne peut, de plus, préjuger du résultat ! Pendant tout ce temps, la dégradation de la santé d'Ibon se poursuivra. Le Tribunal a donc refusé de trancher mais



par là même, maintient Ibon en prison malgré sa très grave maladie. Résultat de ce verdict pervers : les avocates d'Ibon font appel, mais le procureur également!

### La mobilisation va se poursuivre et s'intensifier

Un tel refus du moindre geste démocratique de la part de l'Etat français, qui suit pas à pas l'attitude répressive de l'Etat espagnol, ne peut avoir comme conséquence que l'intensification des initiatives pour exiger des mesures immédiates en faveur des presos et des exilé-e-s, dont la libération d'Ibon et pour la résolution du conflit.

Deux forums ont eu lieu les 20 et 21 juin, à Pampelune et Bilbao, centrés sur la participation de la société civile au processus de paix ainsi que sur la question de la réintégration des prisonnier-e-s et des exilé-e-s.

Des élu-e-s d'Hégoalde ont réclamé, pour raisons humanitaires, la mise en liberté d'Ibon ainsi que d'un autre prisonnier gravement malade, Grikioitz Arruarte. Et, en Iparralde, la manifestation du 14 juin ne peut que donner suite à de nouvelles mobilisations.

## À lire pendant les vacances

**La fin de l'homme rouge, de Svetlana Alexietvitch**

**Éditions Acte Sud**

Svetlana Alexietvitch est une ukrainienne qui a fait ses études de journalisme en Biélorussie avant de parcourir la Russie à la recherche de témoignages de gens ordinaires sur la façon dont ils vivaient à l'époque de l'URSS. Elle tente de cerner au plus près les sentiments de ces anciens citoyens soviétiques sur ce qu'a été leur pays disparu en 1991. Et les témoins qu'elle interroge donnent de l'ex-Union soviétique un tableau très contrasté où le pire (la toute puissance de la police politique, les arrestations arbitraires, les exécutions, les disparitions, le Goulag) côtoie souvent le meilleur (la solidarité, un certain sentiment d'égalitarisme, l'enthousiasme d'une partie de la jeunesse pour défricher les terres vierges, le peu d'importance accordé à la richesse individuelle, la fierté d'appartenir à un vaste ensemble multi-ethnique et multi-culturel). Un livre qui permet de mieux comprendre le sentiment de nostalgie à l'égard de l'Union soviétique qui habite encore nombre de Russes et sur lequel Poutine a su jouer en Crimée et dans l'Est de l'Ukraine.

**Plus noir dans la nuit, de Dominique Simonnot**

**Éditions Calman Levy**

Dans cet ouvrage Dominique Simonnot, journaliste au Canard Enchaîné, raconte une page oubliée de notre histoire sociale, celle des mineurs du Nord de la France lors de la grande grève de 1948 qui dura deux mois et qui fût dure-

ment réprimée par les armes. Elle fit six morts, il y eut plus de 2000 arrestations et un nombre important de condamnations à des peines de prison.

Dans ce livre témoignage s'expriment des femmes et des hommes qui eurent leur vie brisée après ce conflit social. Ils se sont révoltés contre leurs conditions de travail aggravées par la suppression de leur statut obtenu à la Libération, et ont tout perdu : leur emploi, leur maison, l'école, leur médecin car tout appartenait aux houillères dont ils furent licenciés avec interdiction de travailler dans la région. Le pouvoir des patrons, soutenu par le gouvernement de l'époque, était sans limites.

La parole émouvante de ces femmes et ces hommes ne peut nous laisser indifférent-e. Elle nous montre ce qu'est réellement le combat pour une vie digne.

**L'homme qui a vu l'homme, de Marin Ledun**

**Éditions Ombres Noires**

Jon Anza, militant de l'ETA, a disparu le 18 avril 2009 alors qu'il avait pris le train Bayonne-Toulouse. Son corps sera par hasard identifié le 11 mars 2010 à la morgue de l'hôpital Purpan de Toulouse où il se trouvait depuis... mai 2009. Nouvel épisode de la guerre sale contre les militants basques, comme à l'époque du GAL ? Les conditions de la disparition et de la mort de Jon Anza ne seront jamais élucidées. Fin juin 2013, la juge toulousaine classe sans suite l'affaire Jon Anza. Sa famille, qui dénonce un simulacre d'enquête, fait appel, mais il sera rejeté. Sur la base de ces faits réels, Marin Ledun écrit un roman noir qui se lit d'une traite. Il a sérieusement enquêté sur la répression et met en évidence les liens police-justice, police-barbouzes, l'implication des politiques, mais aussi le



soutien actif des autorités françaises à l'Etat espagnol. Un polar politique dont la fiction est bien proche de la réalité.

**Mapuche, de Caryl Férey**

**Éditions Folio Policier**

Jana est mapuche, fille d'un peuple indien opprimé tant en Argentine qu'au Chili. Elle et sa famille ont souffert dans leur chair des exactions commises par les carabiniers argentins. Victime comme tant d'autres de la crise économique qui a ébranlé l'Argentine en 2002, elle a connu les bas fonds de Buenos Aires. Ruben est détective privé. Il a été arrêté et torturé sous la dictature argentine (1976-1983), son père et sa sœur sont morts dans des circonstances atroces. 30 ans après, il enquête pour les "abuelas" (grands mères) de la plaza de Mayo de Buenos Aires, à la recherche des disparu-e-s sous la dictature, et de leurs enfants, le plus souvent adoptés par des suppôts du régime. Jana et Ruben se rencontreront pour tenter de résoudre une sordide affaire de meurtres dont les racines remontent aux années de plomb.

Caryl Férey signe un polar très noir, bien documenté sur l'histoire de l'Argentine. C'est un dossier accablant de la barbarie des militaires, aidés par des alliés de tous bords (politiciens, prélats de l'Eglise, hauts fonctionnaires, hommes d'affaires...). Il montre aussi qu'aujourd'hui rien n'est réglé.

Pour toutes vos commandes... faites vivre une librairie militante !

**librairie**  
la-breche.com

27, rue Taine - 75012 PARIS ☎01.49.28.52.44  
@ contact@la-breche.com

